

Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Afrique (RDF-AFR) 2026

Une connectivité universelle, significative et financièrement abordable pour un avenir numérique inclusif et durable

**25 et 26 mai 2026
Victoria Falls (Zimbabwe)**

Site web de l'événement : <http://itu.int/go/RDF-AFR-26>

RAPPORT DE RÉSULTATS

1. Présentation

L'édition de 2026 du Forum régional sur le développement pour l'Afrique (RDF-AFR) a été organisée par l'Union internationale des télécommunications (UIT) en coopération avec l'Union africaine des télécommunications (UAT) et accueillie par le Gouvernement du Zimbabwe les 25 et 26 mai 2026. Le Forum a été officiellement inauguré par Son Excellence Tatenda Anastacia Mavetera, Ministre des technologies de l'information et de la communication, des services postaux et de messagerie de la République du Zimbabwe. Elle s'est tenue juste avant la deuxième réunion préparatoire africaine (APM) en vue de la Conférence plénipotentiaires 2026 (PP-26) de l'UIT, qui a eu lieu du 27 au 29 mai 2026. Conformément aux usages, le RDF-AFR a été présidé par le Dr . Gift Kallisto Machengete, Directeur général de POTRAZ suite à sa désignation en consultation avec le pays hôte.

Placé sous le thème « *Une connectivité universelle, efficace et financièrement abordable pour un avenir numérique inclusif et durable* », le RDF-AFR 2026 a réuni environ 300 participants représentant 36 États Membres, des organisations régionales, des institutions spécialisées des Nations Unies, des Membres des Secteurs et des Établissements universitaires ainsi que d'autres parties prenantes de l'Afrique et d'ailleurs. Les participants ont délibéré sur les nouvelles initiatives régionales adoptées lors de la Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2025 (CMDT-25), dans le but d'aligner les besoins des États Membres avec les propositions de valeur des parties prenantes déterminées à soutenir le développement numérique dans la région et au-delà.

Le Forum s'est articulé autour de cinq sessions clés couvrant : le développement des infrastructures pour une connectivité universelle et efficace ; l'état et les tendances du numérique, ainsi que les défis et opportunités associés ; le financement des initiatives régionales ; ainsi que deux tables rondes de mise en relation Partner2Connect. Ces ateliers ont été complétés par des segments dédiés aux annonces et initiatives de partenariat, mettant en évidence les priorités de l'Afrique en matière d'infrastructures numériques, de financement, de transformation numérique et de partenariats.

2. Segment d'ouverture et nomination du Président du RDF-AFR

La cérémonie d'ouverture a réuni des représentants de haut niveau des gouvernements, des organisations régionales et de l'UIT. Les interventions des ministres et hauts responsables du Zimbabwe, de l'UAT et de l'UIT ont mis en exergue le rôle stratégique de la coopération régionale dans l'accélération de la transformation numérique en Afrique. La cérémonie d'ouverture a été marquée par des allocutions prononcées par :

- Hon Richard Moyo, Ministre d'Etat chargé des affaires provinciales et de la décentralisation, Zimbabwe
- Dr. Gift Kallisto Machengete, Directeur général, Autorité de régulation des postes et des télécommunications du Zimbabwe (POTRAZ)
- M. John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications (UAT)
- Dr. Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur, Bureau de développement des télécommunications de l'UIT
- Hon. Tatenda Mavetera, Ministre, Ministère en charge des TIC, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe

Session 1 : Développement de l'infrastructure pour une connectivité universelle et significative

La session 1 était consacrée à l'accélération du développement d'infrastructures numériques résilientes et inclusives en vue de parvenir à une connectivité universelle et efficace. Les participants ont exploré des modèles innovants de financement, des cadres de politiques publique ainsi que des approches de partenariat innovants visant à soutenir l'expansion et la durabilité des infrastructures.

La session était modérée par Mme Halima Letamo, représentante du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique australe. Les panélistes étaient les suivants :

- Hon. Mondli Gungubele, Vice-Ministre, des communications et des technologies numériques, République sudafricaine
- Mme Helen Vosloo, Directrice, Économie et développement du marché, Autorité de régulation des communications de Namibie (CRAN), Namibie
- Mme Helen Kyeyune, Responsable des licences et des affaires réglementaires, Amazon
- M. Laurent Ferrali, Directeur principal, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)
- M. Timothy Adi Ashong, Directeur général, Organisation panafricaine de communications par satellite (RASCOM), Côte d'Ivoire

Les discussions ont essentiellement porté sur les modèles d'investissement, les environnements réglementaires propices et les partenariats nécessaires pour accélérer le développement des infrastructures ainsi que sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, et des cadres et stratégies numériques régionaux et sous-régionaux pertinents.

La session a mis en évidence le rôle des initiatives régionales dans la mobilisation des investissements et le déploiement des infrastructures, la nécessité de disposer de cadres réglementaires propices afin d'attirer les investissements ainsi que l'émergence de solutions de connectivité complémentaires aux infrastructures existantes pour étendre la couverture aux populations non encore desservies et améliorer l'accès à une connectivité efficace.

Les participants ont noté que la promotion de la connectivité universelle nécessitait une approche multidimensionnelle fondée sur le dialogue politique, l'adaptation à la protection des consommateurs et l'harmonisation des pratiques réglementaires. Les participants ont souligné l'importance de renforcer la souveraineté numérique de l'Afrique, notamment en renforçant les capacités régionales, la résilience et la participation au développement et à la gestion des infrastructures numériques essentielles. Ils ont également souligné l'importance de renforcer la collaboration entre les gouvernements et le secteur privé pour contribuer à réduire le coût de la connectivité, sachant que l'accessibilité financière reste essentielle pour garantir que les services numériques soient accessibles à tous, en particulier aux communautés mal desservies et marginalisées.

Les participants ont en outre souligné la nécessité pour l'Afrique de prendre des mesures qui lui permettent de participer activement à l'économie spatiale, non seulement en tant que marché, mais aussi en tant que fournisseur de solutions alignées sur les priorités de développement du continent. Ils ont également encouragé les pays à promouvoir le partage des infrastructures, lorsque cela est possible, afin de réduire les coûts d'exploitation, d'améliorer l'efficacité et d'accroître la transparence.

Une attention particulière a été accordée au partage des infrastructures et à l'intégration régionale, à la mise à profit de l'infrastructure numérique et à l'amélioration de l'inclusion grâce à une connectivité ciblée dans les zones non desservies ou mal desservies pour le développement socio-économique, ainsi qu'au renforcement du rôle des régulateurs dans la promotion d'environnements favorables à l'investissement.

Principaux points à retenir pour une infrastructure résiliente afin d'assurer la connectivité pour tous :

- L'accès à la connectivité et à l'énergie devrait être traité de manière intégrée afin de réduire les coûts, assurer la durabilité et maximiser les avantages socio-économiques.
- Les pays devraient explorer et déployer une combinaison de technologies, en tirant parti de leurs atouts respectifs pour réduire les disparités de connectivité et élargir l'accès.
- Il est nécessaire de continuer à promouvoir des approches globales et coordonnées qui prennent en compte diverses technologies et efforts institutionnels de manière cohérente et mutuellement renforcée.
- Les pays devraient, dans la mesure du possible, encourager le partage d'infrastructures afin de réduire considérablement les coûts d'exploitation, d'accroître l'efficacité et de promouvoir la transparence.
- Le Forum a reconnu que le renforcement de la souveraineté numérique de l'Afrique nécessite des efforts continus pour renforcer les capacités régionales, la résilience et l'engagement dans les infrastructures numériques essentielles, parallèlement à la promotion d'un Internet multilingue et à l'acceptation universelle.
- Les approches associant l'ensemble de la société et l'administration publique peuvent contribuer à relever les défis de connectivité du dernier kilomètre et à atteindre toutes les communautés.
- Le Forum a souligné l'importance de permettre à l'Afrique de participer de manière significative à l'économie spatiale, notamment en tant que fournisseur de solutions alignées sur les priorités de développement du continent.

Les participants ont été encouragés à examiner et à utiliser deux nouveaux outils mis à disposition par l'UIT pour soutenir la planification de la connectivité large bande et du dernier kilomètre ainsi que la mise en œuvre de stratégies de développement numérique, à savoir la Plate-forme de planification de la connectivité (CPP) et le Modèle économique mondial et outil d'étude.

3. Session 2 : État du développement et tendances du numérique - Défis et perspectives

La session 2 a donné un aperçu de l'état actuel du développement du numérique en Afrique, mettant en exergue les progrès accomplis et les défis structurels persistants. Les participants ont noté que la transformation numérique de l'Afrique progresse soutenue par une couverture large bande mobile croissante, une population jeune et dynamique, et des écosystèmes d'innovation en expansion. Cependant, un écart d'utilisation important subsiste ; alors que plus de 82 % de la population est desservie par le large bande mobile, seuls 36 % utilisent l'Internet. Le modérateur de la session était M. Mayamiko Nkoloma, Directeur général de l'Autorité de régulation des communications du Malawi (MACRA). Pour situer le contexte de la discussion, Dr. Emmanuel Manasseh, Directeur régional de l'UIT pour l'Afrique, a donné un aperçu de l'état actuel du développement du numérique et des nouvelles tendances en Afrique.

Parmi les intervenants figuraient:

- Dr. Beullah Chirume, Secrétaire générale, représentant Madame Tatenda Mavetera, Ministre, ministère de l'Information, des technologies de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe
- M. John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications
- Mme Liza Zouabi-Niedermeier, Directrice générale, Conformité des prix et économie réglementaire, Telkom
- M. Mothibi Ramusi, Président, Autorité indépendante des communications de la République sudafricaine (ICASA)
- Révérend Ing. Edmund Yirenyi Fianko, Directeur général, Autorité nationale des communications (NCA) du Ghana
- M. William Baraza, Directeur général de l'Institut régional africain de formation supérieure en télécommunications (AFRALTI)

La session a mis en exergue les progrès de l'Afrique en matière de numérique tout en notant les défis persistants, notamment les coûts élevés de la connectivité, l'accessibilité financière limitée des terminaux, les disparités d'accès entre zones rurales et urbaines, les compétences numériques insuffisantes, les environnements réglementaires fragmentés, les risques en matière de cybersécurité, la faiblesse des cadres réglementaires de protection des données et les contraintes d'infrastructure, notamment le manque de fiabilité de l'électricité, et la nécessité continue d'aborder la question de connectivité et d'énergie de manière plus intégrée.

Les discussions ont souligné l'importance d'une action politique coordonnée, d'un investissement accru et d'un renforcement des capacités pour relever ces défis. Une attention particulière a été accordée à la réduction de l'écart d'utilisation tout en continuant à étendre la couverture des infrastructures. Les participants ont en outre souligné la nécessité de renforcer l'harmonisation des réglementations sur l'ensemble du continent et de faire progresser les cadres de cybersécurité et de confiance. Le renforcement de capacités et les compétences numériques ont été reconnus comme des catalyseurs essentiels de l'adoption des services numériques, du renforcement des écosystèmes de l'innovation et du renforcement de la participation du secteur privé.

Les intervenants ont exprimé un ferme engagement régional en faveur d'une transformation numérique inclusive et ont réaffirmé une vision commune de la connectivité universelle et efficace comme fondement du développement durable et de l'inclusion numérique.

Les participants ont souligné l'importance de renforcer l'appropriation africaine de la transformation numérique, notant que les partenariats devraient contribuer au renforcement de capacités locales, soutenir la souveraineté numérique, encourager l'industrie locale et promouvoir la durabilité à terme.

Principaux points à retenir pour accélérer la connectivité universelle et la transformation numérique durable :

- Les résultats de la CMDT-25 ont été reconnus comme un cadre d'orientation important pour appuyer la mise en œuvre par les États Membres et faciliter l'établissement de rapports réguliers sur les progrès accomplis.
- Les participants ont souligné l'importance de passer des engagements à la mise en œuvre et de partager régulièrement des mises à jour sur les solutions évolutives qui répondent aux contextes, aux systèmes et aux langues africains.

- En ce qui concerne l'intelligence artificielle et les technologies émergentes, les participants ont souligné l'importance d'assurer la contribution significative de l'Afrique à leur développement et à leur déploiement, afin que les priorités, les valeurs, les cultures et les langues africaines soient prises en compte dès la conception. Les participants ont souligné l'importance de renforcer la voix coordonnée de l'Afrique en matière de développement numérique et de promouvoir des solutions locales qui contribuent à créer des écosystèmes numériques locaux résilients et inclusifs.
- Une meilleure harmonisation des initiatives et des ressources a été jugée essentielle pour accélérer la transformation numérique nationale et appuyer la réalisation des objectifs de développement régionaux et mondiaux.

Il a été rappelé que la réalisation de la connectivité universelle nécessite une approche multidimensionnelle, fondée sur le dialogue politique, une protection adaptative des consommateurs et des pratiques réglementaires harmonisées, avec une attention accrue à une connectivité efficace, à l'accessibilité financière, aux compétences numériques, à l'usage et à l'adoption.

4. Session 3: Tirer parti des résultats des processus de la CMDT et des Nations Unies pour obtenir des résultats et des mesures régionales axées sur les incidences en Afrique (Financement des initiatives régionales)

La troisième séance a permis d'examiner comment traduire les résultats de la CMDT-25 en mesures et projets régionaux et nationaux concrets, financés et mesurables. Les discussions ont porté sur la mise en œuvre de projets alignés sur les cinq initiatives régionales pour l'Afrique et sur la mobilisation de ressources financières et institutionnelles nécessaires à leur réalisation.

La session était animée par Mme Christine Sund, Conseillère principale, Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique,

Les intervenants de la session étaient les suivants :

- Dr. Beullah Chirume, Secrétaire générale, ministère de l'Information, des technologies de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe
- M. Dominic Ooko, Directeur adjoint, Assurance des recettes et rapports financiers, Autorité des communications du Kenya
- M. Aliyu Yusuf Aboki, Secrétaire exécutif, ARTAO
- M. Brian Mwansa, Secrétaire exécutif par intérim, CRASA
- Mme Bernice Edande Otye, Secrétaire permanente, ARTAC
- M. Zhicheng Qu, Directeur en chef de la normalisation pour les affaires UIT, ZTE Corporation
- M. Koffi Fabrice Djossou, Expert principal en charge de l'innovation, Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Les participants ont souligné l'importance de la collaboration renforcée entre les pouvoirs publics et le secteur privé afin de réduire les coûts de la connectivité, soulignant que lorsque le coût de la connectivité reste élevé, les services numériques deviennent inaccessibles, en particulier pour les groupes vulnérables et marginalisés. L'imprévisibilité et l'incertitude réglementaire maintiennent le coût des investissements dans les infrastructures et le développement du numérique à un niveau élevé. L'harmonisation des politiques et des réglementations et la collaboration régionale/sous-régionale sont des moyens de réduire les risques des projets de développement et d'infrastructures numériques, et un argument de vente pour les investisseurs et les opérateurs. Les participants ont en outre souligné que les mécanismes de financement et les partenariats devraient soutenir l'ensemble de l'écosystème numérique, y compris les infrastructures, le développement des compétences, les applications et services numériques ainsi que leur adoption par les utilisateurs. Les investissements devraient également contribuer à une croissance inclusive, à la création d'emplois, à l'entrepreneuriat et à des résultats socio-économiques au bénéfice des populations africaines.

Principaux points à retenir concernant l'investissement et le financement à l'appui de la conception et de la mise en œuvre de projets au titre des initiatives régionales

- Les États Membres et les partenaires sont encouragés à élaborer un portefeuille de projets de développement du numérique qui pourront être affinés avec l'appui des banques de développement et d'autres institutions compétentes. Les projets multinationaux devraient être encouragés, le cas échéant, pour permettre l'obtention d'un impact à grande échelle régionale.
- Des efforts devraient être déployés pour renforcer la préparation de projets bancables, en reconnaissant que la disponibilité du financement doit être complétée par des dispositions claires en matière de gouvernance, des résultats mesurables et des évaluations de risques appropriées.

- Les investissements dans les infrastructures devraient être soutenus par des approches de financement innovantes, notamment le financement mixte, les partenariats public-privé, les modèles d'infrastructure régionaux et les mécanismes de partage d'infrastructures.
- Il convient de renforcer les cadres réglementaires harmonisés, prévisibles et favorables aux investissements afin d'attirer les investissements du secteur privé, d'intensifier le déploiement des infrastructures et de favoriser la connectivité transfrontalière et continentale.
- Les Etats Membres sont encouragés à envisager des mécanismes appropriés pour mobiliser les Fonds de service universel à l'appui de projets nationaux visant à atteindre les zones et les populations non desservies ou mal desservies.
- Les projets devraient définir des résultats clairs, mesurables et vérifiables afin de renforcer la confiance des investisseurs et de faciliter une prise de décisions éclairée en matière d'investissement.

Les États Membres ont été encouragés à explorer les possibilités de numérisation du commerce intra-africain ainsi que la mise en place d'accords commerciaux formalisés. À cet égard, l'harmonisation des réglementations douanières, l'adoption de politiques d'investissement cohérentes et la mise en place de mécanismes harmonisés de protection de la propriété intellectuelle ont été identifiées comme des conditions essentielles pour soutenir ces efforts.

5. Session 4 : Table ronde de mise en relation Partner2Connect 1

La session 4 a permis de mettre en relation des partenaires Partner2Connect (P2C), réunissant des pays, des partenaires au développement, des acteurs du secteur privé et des organisations régionales et internationales afin d'examiner les engagements pris dans le cadre de la Coalition P2C pour la région Afrique. Les discussions ont essentiellement porté sur l'adéquation entre les besoins nationaux et régionaux et les engagements des parties prenantes en vue d'accélérer le développement numérique. La session a démontré que la Coalition P2C constitue un mécanisme efficace pour mettre en adéquation les priorités définies par les pays avec l'expertise, les ressources et les solutions évolutives des partenaires, contribuant ainsi à accélérer la mise en œuvre des initiatives régionales pour l'Afrique.

La session a été précédée de deux présentations :

- **« Tirer les enseignements de la région Asie-Pacifique sur les îles intelligentes et les villages intelligents »**, présentée par le Dr Atsuko Okuda, Directrice régionale de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique;
- **« Accélérateur des Initiatives régionales »**, présentée par M. Mohammed Ba, Chef de l'innovation numérique à l'UIT.

La session était animée par Mme Tahiry Rakotoheriniaina, Chef du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique centrale et Madagascar et comptait comme panélistes:

- M. Michel Tchongang Linze, Coordonnateur du Forum sur la gouvernance de l'Internet en Afrique centrale
- Mme Gaso Grace Pascal, Représentante de l'Envoyée spéciale pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect, Soudan du Sud
- Mme Stella Erebor, Chef du Département de l'audit interne, NCC (Nigéria)
- Mme Helene Vosloo, Chef de l'Economie et du développement des marchés, CRAN, Namibie
- Mme Hilda Mutseyekwa, Chef de la Division, POTRAZ (Zimbabwe)
- Mme Ana Priscila Pedro Francisco, Chef du Département des études, du développement et des statistiques, INCM, Mozambique
- Andrew Nyirenda, Directeur de la réglementation économique, Malawi Communications Regulatory Authority (MACRA)
- M. Yaovi Atohoun, Directeur de l'engagement des parties prenantes et des opérations pour l'Afrique, ICANN
- M. Khumbuzo Nkunika, Directeur adjoint, Développement des politiques de communication, Ministère des technologies et des sciences, Zambie
- Victor Kweka, Directeur du spectre, TCRA, Tanzanie

Le processus de mise en relation a démontré la valeur de la collaboration multipartite, avec des initiatives telles que les travaux de l'ICANN sur l'acceptation universelle, le programme de réutilisation des équipements numériques de Lenovo EMEA, le développement des compétences numériques, les partenariats communautaires ainsi que les solutions d'infrastructure basées sur l'IA de ZTE comblant directement les lacunes en matière d'accès, d'abordabilité et de préparation technologique. La contribution de Lenovo a montré comment la participation du secteur privé peut soutenir une connectivité durable grâce à la remise à neuf des terminaux, au renforcement des capacités locales et à des partenariats avec l'écosystème, complétant ainsi les efforts nationaux et étendant l'inclusion numérique aux communautés mal desservies. Les contributions

soumises par des gouvernements et des régulateurs, notamment ceux de la Namibie, du Zimbabwe, du Mozambique, de la Zambie et du Malawi, ont mis en évidence les efforts nationaux en cours et les possibilités d'investissement, en particulier dans les domaines du service universel, des télécommunications d'urgence, des infrastructures résilientes, de la confiance numérique et de la protection en ligne des enfants, de l'intelligence artificielle, de l'éducation et des stratégies de transformation numérique. Des précisions sont données dans l'**Annexe 2**. Les échanges ont souligné que le renforcement des capacités, la mise en place de cadres politiques et réglementaires favorables ainsi que la collaboration intersectorielle demeure des facteurs essentiels pour accélérer le développement numérique. L'émissaire pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect a également fait part de son point de vue sur le webinaire organisé par des jeunes sur le thème « Promouvoir l'inclusion numérique grâce à des solutions TIC portées par les jeunes au Soudan du Sud », organisé à l'appui de l'Initiative régionale 3. Elle a mis en avant le rôle déterminant des initiatives menées par les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de solutions évolutives capables de produire un impact durable.

Les tables rondes régionales de mise en relation Partner2Connect ont permis aux participants de mettre en correspondre les besoins exprimés par les pays et la région avec les intérêts, les expertises et les engagements des différentes parties prenantes afin de soutenir et d'accélérer le développement numérique en Afrique.

6. Session 5 : Table ronde de mise en relation Partner2Connect 2

La session 5, dédiée à la plateforme de mise en relation Partner2Connect (P2C), a mis l'accent sur l'alignement des besoins nationaux et régionaux afin d'accélérer le développement numérique. Elle a contribué à catalyser des initiatives à fort impact, notamment en matière de renforcement des capacités, en vue de soutenir la transformation numérique et la croissance régionale.

La session a été modérée par M. Ali Drissa Badiel, Chef du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique de l'Ouest, et a bénéficié d'une présentation de haut niveau sur Partner2Connect par M. Marco Obiso, Chef du Département de la société des réseaux numériques de l'UIT.

Les intervenants de la session étaient les suivants :

- M. Mark-Alexandre Doumba, Ministre, Ministère de l'Économie numérique, de la Digitalisation et de l'Innovation, Gabon
- M. Samuel Nartey George, Ministre, Ministère de la communication, des technologies numériques et de l'innovation, Ghana
- Harold Msusa, Secrétaire général, Ministère de l'information et de la numérisation, Malawi
- M. Imaja Itulelo Matiyabu, Directrice a.i., Affaires internationales, ARPTC, République démocratique du Congo
- Mme Fleur Assoumou Bessou, Le/la Président(e) du GCDT
- M. Kakou Stanislas Kanvoli, Directeur des affaires juridiques et de la coopération internationale, Ministère de la transition numérique et de l'innovation, Côte d'Ivoire.

Les participants ont souligné la valeur stratégique de Partner2Connect en tant que mécanisme structuré permettant de transformer les engagements en projets concrets, de favoriser le passage à l'échelle des initiatives et de mobiliser des financements innovants accompagnés d'efforts de renforcement des capacités.

Ils ont également réaffirmé le rôle central de la coopération régionale pour adresser les défis transfrontaliers, notamment les déficits d'infrastructures, la fragmentation réglementaire et les contraintes de financement, tout en mettant en avant la collaboration multipartite comme levier clé pour maximiser l'impact.

L'accent a enfin été mis sur la nécessité de renforcer la coordination des parties prenantes et de promouvoir des partenariats durables, structurants et à fort impact.

Les engagements des partenaires et leur mise en œuvre effective sur le terrain ont été identifiés comme des leviers clés pour garantir une connectivité universelle, efficace et une transformation numérique durable. À cet égard, l'annonce d'EUTELSAT, lors du Colloque mondial des régulateurs tenu à Ankara du 12 au 15 mai 2026, visant à connecter 2 millions de personnes supplémentaires en Afrique subsaharienne d'ici 2030, grâce à des solutions satellitaires résilientes, a été saluée comme un exemple concret d'engagement à fort impact, susceptible d'inspirer d'autres acteurs.

Les États-Unis ont également présenté les avancées de leur engagement Partner2Connect, notamment à travers un partenariat avec l'USTTI, une organisation à but non lucratif, visant à renforcer les capacités en connectivité satellitaire dans les pays en développement, en alignement avec l'initiative régionale africaine 1.

La concrétisation des engagements à grande échelle requiert des priorités nationales clairement définies, des plans d'investissement structurés et un engagement soutenu avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux. Elle repose également sur des mécanismes robustes de suivi et de responsabilisation afin d'assurer une mise en œuvre efficace, mesurer les progrès et garantir des impacts tangibles sur le terrain.

Messages clés sur la collaboration et les partenariats pour appuyer dans la transformation des engagements en mise en œuvre et en impact.

- Les participants ont réaffirmé que la collaboration stratégique et les partenariats sont des leviers essentiels pour transformer les engagements en mise en œuvre effective et en impacts mesurables.
- La coopération régionale a été reconnue comme un moyen important d'appui des efforts nationaux, en particulier lorsque des mesures coordonnées aux niveaux régional et sous-régional peuvent aider à mobiliser des ressources et des partenaires.
- Les organismes régionaux tels que l'ARTAO, la CRASA, l'ARTAC et l'EACO constituent des plateformes clés pour accélérer la mise en œuvre des engagements, soutenir l'harmonisation et structurer des actions et projets conjoints à l'échelle régionale.
- Une programmation conjointe, une préparation coordonnée des projets et un engagement structuré avec les institutions financières et le secteur privé sont déterminants pour maximiser l'impact à grande échelle.
- Partner2Connect est un mécanisme structuré de mise en relation qui permet d'aligner les besoins définis par les pays sur les engagements, les compétences et les ressources des partenaires, aidant ainsi à traduire les engagements en projets concrets et en collaborations évolutives et à fort impact.
- Les outils de l'Accélérateur des initiatives régionales sont reconnus comme des leviers clés pour convertir les priorités régionales en résultats concrets, financés et mesurables.
- S'agissant de la participation du secteur privé, l'importance de travailler avec des partenaires locaux a été soulignée, en tirant parti de leur connaissance du terrain et de leur capacité à intégrer technologie, expertise et mise en œuvre pour soutenir un déploiement évolutif.

7. Annonces spéciales

Le Forum a été marqué par des annonces stratégiques, notamment le lancement des modèles de plans nationaux de télécommunications d'urgence (NETP) pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe, ainsi que le renforcement du partenariat UIT-UAT-ICANN en matière de collaboration technique régionale pour le renforcement des infrastructures numériques en Afrique.

Modèles NETP régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe : Une annonce spéciale a été faite lors du lancement des modèles NETP pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe. Les modèles définissent des cadres stratégiques pour l'utilisation efficace des TIC tout au long du cycle de gestion des catastrophes, en mettant l'accent sur le renforcement de la préparation, de la réponse et de la résilience. Les modèles NETP identifient des domaines d'action prioritaires, notamment le renforcement de la coopération régionale et internationale, la réduction des vulnérabilités, le renforcement de la résilience des infrastructures de télécommunication et la mise en place de systèmes d'alerte avancée robustes dans la région. Le modèle de l'Afrique de l'Ouest s'appuie sur le cadre existant élaboré pour les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les pays de la SADC progressent actuellement vers une mise en œuvre régionale. Les participants ont également été informés que des travaux sont en cours pour élaborer un modèle analogue pour l'Afrique centrale. Ces modèles visent à aider les pays à renforcer leurs capacités de préparation et d'intervention en établissant des cadres complets et tournés vers l'avenir pour les télécommunications d'urgence dans toutes les phases de la gestion des risques de catastrophe.

Partenariat UIT-UAT-ICANN sur la collaboration technique régionale pour renforcer l'infrastructure numérique en Afrique : Le renforcement de l'infrastructure numérique est au cœur de nos efforts pour parvenir à une connectivité universelle et efficace et à une transformation numérique durable en Afrique. Dans le cadre de cette collaboration pour la mise en œuvre des nouvelles initiatives régionales africaines et dans le cadre de la Coalition pour une Afrique numérique organisée par l'ICANN, une coordination étroite est engagée avec les gouvernements et partenaires afin de renforcer les infrastructures fondamentales de l'Internet, au-delà de la simple connectivité.

À cet effet, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé lors d'un webinaire conjoint UIT-UAT-ICANN en février, invitant les États Membres à développer des projets nationaux alignés sur les priorités nationales et sur les initiatives régionales.

Pendant le Forum, les partenaires ont annoncé que des réunions techniques entre les équipes avaient suivi et que des manifestations d'intérêt avaient été reçues du Sénégal, du Zimbabwe, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire, ainsi que par l'intermédiaire d'organismes régionaux tels que la Communauté économique des États de

l'Afrique centrale, représentant 11 pays, et l'Organisation des télécommunications du Commonwealth, représentant 18 pays. Les partenaires ont encouragé d'autres pays à participer activement à ces travaux.

Ces annonces illustrent une coopération régionale renforcée et confirment l'importance stratégique des partenariats multipartites pour accélérer la transformation numérique.

8. Présentation du projet de rapport du RDF-AFR 2026 par Le Président

Afin de faire progresser une action régionale orientée vers l'impact en Afrique, les principaux enseignements et messages clés du RDF-AFR 2026 ont été présentés par le Président du Forum, Dr Gift Kallisto Machengete, sur la base du projet de rapport.

Le Président a indiqué que le projet de rapport serait mis en ligne sur le site du RDF-AFR avant mercredi 18h, et a invité les participants à soumettre leurs observations au Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique avant le 15 juin 2026.

9. Cérémonie de clôture

Lors de la cérémonie de clôture, l'UIT, l'UAT et le Gouvernement du Zimbabwe ont réaffirmé leur engagement conjoint en faveur de l'accélération du développement numérique en Afrique.

Le segment de clôture a également été marqué par la remise d'un certificat de reconnaissance par le Directeur du BDT à Dr Gift Kallisto Machengete, Président du RDF-AFR, en hommage à son leadership et à sa contribution déterminante au succès du Forum.

Des allocutions de clôture ont ensuite été prononcées par :

- Dr. Gift Kallisto Machengete, Directeur général, POTRAZ
- M. John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications
- Dr. Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur, UIT Bureau de développement des télécommunications
- M. Dingumuzi Phuti, Vice-Ministre, Ministère des technologies de l'information et de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe

Les participants ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement du Zimbabwe, à l'UIT, à l'UAT ainsi qu'à l'ensemble des partenaires pour leur précieuse contribution à l'organisation réussie du RDF-AFR 2026 et aux résultats obtenus.

10. Conclusions finales

Le RDF-AFR 2026 a réaffirmé l'engagement collectif en faveur d'une connectivité universelle, efficace et abordable, en tant que socle d'une transformation numérique inclusive et durable en Afrique.

Les principales conclusions sont les suivantes :

- Les fractures numériques persistantes sur le continent exigent une action politique coordonnée, une augmentation des investissements et un renforcement des capacités.
- Une meilleure harmonisation des initiatives et des ressources est essentielle pour surmonter la fragmentation, accélérer la transformation numérique nationale et appuyer la réalisation des objectifs de développement régionaux et mondiaux.
- La coopération régionale demeure essentielle pour relever les défis communs et faire avancer les priorités collectives.
- La mise en œuvre des résultats de la CMDT et des initiatives régionales doit être accélérée, avec un suivi régulier des progrès par les États Membres afin de garantir des résultats mesurables et un impact accru.
- Les partenariats, notamment via la plateforme Partner2Connect, sont essentiels pour mobiliser les ressources, attirer les investissements et concrétiser des projets de développement numérique alignés sur les priorités des États Membres et soutenus par l'expertise techniques et les apports de ces partenaires.
- Il convient de continuer d'accorder une attention particulière à la concrétisation des stratégies et des engagements en effets mesurables.

Le Forum a souligné que la transformation numérique de l'Afrique devait rester centrée sur l'être humain, inclusive et alignée sur les Objectifs de développement durable, en s'appuyant sur l'innovation, les partenariats et la solidarité régionale. Il a également reconnu l'importance de tirer parti du dividende démographique de la jeunesse africaine en engageant les jeunes en tant que contributeurs et collaborateurs clés dans la conception et la mise en œuvre de solutions évolutives au profit de tous, sur tout le continent.

Annexe 1 : Programme final du RDF-AFR 2026

Annexe 2 - Liste des contributions soumises au Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Afrique

Les contributions sont énumérées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Elles sont également affichées sur le site web [ici](#).

Annexe 1 : Programme final du RDF-AFR 2026

Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Afrique (RDF-AFR) 2026

***Connectivité universelle, efficace et financièrement abordable pour
Un avenir numérique inclusif et durable***

**25 et 26 mai 2026
Victoria Falls (Zimbabwe)**

Site web de la manifestation : <http://itu.int/go/RDF-AFR-26>

RDF-AFR 2026 est organisé par le Union internationale des télécommunications en coopération avec l'Union africaine des télécommunications (UAT) et accueilli par le Gouvernement du Zimbabwe. Le Forum se tiendra juste avant la deuxième Réunion préparatoire africaine (APM) en vue de l'UIT Conférence de plénipotentiaires 2026 (PP-26), du 27 au 29 mai 2026

PROGRAMME

Lundi 25 mai 2026

08:30 - 09:00	Café de réseautage
09:00 - 10:30	Session 1 : Développement de l'infrastructure pour une connectivité universelle efficace Cette session est une discussion de haut niveau visant à explorer des stratégies pour accélérer l'investissement et le développement des infrastructures numériques afin de promouvoir une connectivité universelle et efficace en Afrique. Les intervenants échangeront avec le public des solutions innovantes, des modèles de financement et des cadres politiques, ainsi que le rôle de leurs organisations respectives dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine grâce à une transformation numérique inclusive et durable. Modératrice : Mme Halima Letamo, Chef du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique australe Intervenants : – Mondli Gungubele, Vice-Ministre, Ministère des communications et des technologies numériques, République sudafricaine – Mme Helen Vosloo, Directrice, Economie et développement des marchés, Communications and Regulatory Authority of Namibia (CRAN), Namibie – Mme Helen Kyeyune, Responsable des licences et des affaires réglementaires, Amazon – Laurent Ferrali, Directeur principal, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) – M. Timothy Adi Ashong, Directeur général, Organisation panafricaine de communication par satellite (RASCOM), Côte d'Ivoire
10:30 - 11:00	Pause-café

11:00 - 12:00**Cérémonie d'ouverture**

- Richard Moyo, Ministre d'État aux affaires provinciales et à la décentralisation des délégués, Province du Matabeleland Nord
- Gift Kallisto Machengete, Directeur général, POTRAZ
- John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications (UAT)
- Dr Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur, UIT Bureau de développement des télécommunications
- Tatenda Mavetera, Ministre, Ministère des technologies de l'information et de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe

Nomination de Le/la Président(e) du Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Afrique

12:00 - 13:00**Session 2 : État du développement et tendances du numérique : défis et perspectives**

La transformation numérique de l'Afrique est très prometteuse pour le progrès socio-économique. L'amélioration de la couverture large bande mobile, la jeunesse de la population et la croissance de l'innovation favorisent le changement sur le continent. Cependant, des défis majeurs subsistent ; si plus de 82 % des Africains sont couverts par le large bande mobile, seuls 36 % utilisent l'Internet, soit le taux le plus bas au monde. Les coûts élevés de la connectivité, les disparités entre zones rurales et urbaines, les compétences numériques limitées, les problèmes d'accessibilité financière des appareils, la fragmentation des réglementations, les menaces en matière de cybersécurité, la faible protection des données et l'insuffisance de l'électricité continuent d'empêcher de nombreuses personnes de tirer pleinement parti des technologies numériques.

Pour relever ces défis, il faudra des investissements coordonnés, des politiques et des réglementations favorables et une formation à grande échelle aux compétences numériques. Lors de cette session, les intervenants partageront leurs expériences en vue de combler ces lacunes structurelles qui continuent d'entraver les progrès numériques équilibrés et inclusifs dans la région.

Modérateur : M. Mayamiko Nkoloma, Directeur général, Malawi Communications Regulatory Authority (MACRA)

Présentation et contexte du Dr Emmanuel Manasseh, Directeur du Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique

Intervenants :

- Dr Beullah Chirume. Secrétaire générale, représentant Mme. Tatenda Mavetera, Ministre, Ministère de l'information, des technologies de la communication, des services postaux et du courrier, Zimbabwe
- John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications
- Mme Liza Zouabi-Niedermeier, Directrice, Conformité des prix et économie réglementaire, Telkom
- M. Mothibi Ramusi, Président, Autorité indépendante des communications de la République sudafricaine (ICASA)
- Révérend Edmund Yirenyi Fianko, Directeur général, Autorité nationale des communications (NCA) du Ghana
- M. William Baraza, Directeur général de l'Institut régional africain de formation supérieure en télécommunications (AFRALTI)

13:00 - 13:15**Annonces spéciales**

Modèle NETP pour l'Afrique de l'Ouest

Modèle NETP pour l'Afrique australe

13:15 - 14:30

Photo de groupe et pause déjeuner

14:30 - 16:00

Session 3 : Tirer parti des résultats des processus de la CMDT et des Nations Unies pour obtenir des résultats et des mesures régionales axées sur les incidences en Afrique (Financement des initiatives régionales)

Lors de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-25), qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan), les États Membres ont adopté cinq initiatives régionales pour l'Afrique. Cette séance portera sur les mesures prises dans la région par différentes parties prenantes et sur leur lien avec les résultats de la CMDT-25. Cette session offrira l'occasion d'examiner le rôle de l'UIT au sein du système des Nations Unies et sa contribution aux niveaux régional et national pour favoriser le développement numérique, en mettant l'accent sur la collaboration en matière de programmation conjointe en tant que cadre de mobilisation des ressources locales pour faciliter le financement des initiatives régionales.

Modérateur : Dr Christine Sund, Conseillère principale, Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique

Intervenants :

- Dr. Beaulah Chirume, Secrétaire générale, Ministère de l'information, des technologies de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe
- M. Dominic Ooko, Directeur adjoint, Assurance des recettes et rapports financiers, Autorité des communications du Kenya
- M. Aliyu Yusuf Aboki, Secrétaire exécutif, WATRA
- Mme Bernice Edande Otye, Secrétaire permanente, ARTAC
- M. Brian Mwansa, Secrétaire exécutif par intérim, CRASA
- M. Zhicheng Qu, Directeur en chef de la normalisation pour les affaires UIT, ZTE Corporation
- M. Koffi Fabrice Djossou, Expert principal en charge de l'innovation, Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

16:00 - 16:30

Annonces spéciales

Partenariat UIT-UAT-ICANN sur la collaboration technique régionale pour le renforcement des infrastructures numériques en Afrique

16:30 - 17:00

Pause-café

Dîner de réseautage

Mardi 26 mai 2026

08:30 - 09:00

Café de réseautage

09:00 - 10:30

Session 4 - Table ronde de mise en relation Partner2Connect 1

Cette session servira de plate-forme de mise en relation pour les engagements P2C et les initiatives régionales pour la région Afrique. Les cinq initiatives régionales sur l'Afrique adoptées lors de la CMDT-25 portent sur des thèmes liés à l'infrastructure numérique résiliente, à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité, aux applications numériques et aux mécanismes de financement. Cette session sera consacrée aux stratégies de mise en œuvre conjointe de ces initiatives régionales, en mettant l'accent sur les priorités qui ont façonné ces initiatives et les contributions reçues.

Modératrice : Mme Tahiry Rakotoheriniaina, Chef du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique centrale et Madagascar

Présentation : Enseignements tirés de l'Asie-Pacifique sur les îles intelligentes et les villages intelligents. Mme Atsuko Okuda, Directrice régionale pour l'Asie et le Pacifique de l'UIT

Accélérateur d'initiatives régionales, M. Mohammed Ba, Chef de l'innovation numérique, UIT

	Présentations – M. Michel Tchonang Linze, Coordonnateur du FGI Afrique centrale – Mme Gaso Grace Pascal, Représentante de l'Envoyée spéciale pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect, Soudan du Sud – Mme Stella Erebor, Chef du Département de l'audit interne, NCC, Nigéria – Mme Helene Vosloo, Chef de l'Economie et du développement des marchés, CRAN, Namibie – Mme Hilda Mutseyekwa, Chef de la Division, POTRAZ (Zimbabwe) – Mme Ana Priscila Pedro Francisco, Chef du Département des études, du développement et des statistiques, INCM, Mozambique – Andrew Nyirenda, Directeur de la réglementation économique, Malawi Communications Regulatory Authority (MACRA), Malawi – M. Yaovi Atohoun, Directeur de l'engagement des parties prenantes et des opérations pour l'Afrique, ICANN – M. Khumbuzo Nkunika, Directeur adjoint, Développement des politiques de communication, Ministère des technologies et des sciences, Zambie – M. Victor Kweka, Directeur du spectre, TCRA, Tanzanie
10:30 - 11:00	Pause-café
11:00 - 12:30	Session 5 - Table ronde de mise en relation Partner2Connect 2 Cette session servira de plate-forme de mise en relation pour les engagements P2C et les initiatives régionales pour la région Afrique. La session mettra en évidence des approches innovantes pour établir des partenariats durables et de grande valeur qui ouvrent des perspectives de transformation. Il s'agira de catalyser des initiatives efficaces pour accélérer la mise en œuvre du programme numérique de la région, en favorisant des efforts de renforcement des capacités inclusifs et efficaces pour soutenir la transformation numérique et la croissance régionale. Modérateur : M. Ali Drissa Badiel, Chef du Bureau de zone de l'UIT pour l'Afrique de l'Ouest Exposé sur Partner2Connect, M. Marco Obiso, Chef du Département Networks Society, Bureau de développement des télécommunications, UIT Présentations – M. Mark-Alexandre Doumba, Ministre, Ministère de l'Économie numérique, de la Digitalisation et de l'Innovation, Gabon – M. Samuel Nartey George, Ministre, Ministère de la communication, des technologies numériques et de l'innovation, Ghana – M. Harold Msusa, Secrétaire permanent, Ministère de l'information et de la numérisation, Malawi – Mme Imaja Itulelo Matiyabu, Directrice a.i. des affaires internationales, ARPTC, République démocratique du Congo – Mme Fleur Assoumou Bessou, Le/la Président(e) du GCDT – M. Kakou Stanislas Kanvoli, Directeur des Affaires Juridiques et de la Coopération Internationale, Ministère de la Transition Numérique et de l'Innovation, Côte d'Ivoire Discussions interactives avec les parties prenantes.
12:30 - 13:00	Présentation du projet de rapport du RDF-AFR 2026 par Le/la Président(e)
13:00 - 14:00	Cérémonie de clôture • M. Gift Kallisto Machengete, Directeur général, POTRAZ • M. John Omo, Secrétaire général, Union africaine des télécommunications (UAT) • Dr. Cosmas Luckyson Zavazava, Directeur, UIT Bureau de développement des télécommunications • M. Dingumuzi Phuti, Vice-Ministre, Ministère des technologies de l'information et de la communication, des services postaux et de messagerie, Zimbabwe

FIN DU RDF-AFR 2026

Annexe 2 - Liste des contributions soumises au Forum régional de l'UIT sur le développement pour l'Afrique

Les contributions sont énumérées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Elles sont également affichées sur le site web [ici](#).

Titre	Organisation
Digital Pathfinders : l'engagement de ZTE en faveur d'un avenir numérique intelligent et inclusif pour l'Afrique Télécharger la contribution	ZTE Corporation, Zimbabwe
Renforcer l'inclusion numérique en Afrique par la réutilisation des appareils, le développement des compétences et les partenariats communautaires Télécharger la contribution	Lenovo, EMEA
Renforcer la résilience nationale en matière de cybersécurité par le renforcement des capacités et la protection des infrastructures fondés sur l'IA (2026-2029) Télécharger la contribution	Autorité générale des communications et de l'informatique (GACI), Libye
Promouvoir l'acceptation universelle d'un Internet multilingue Collaboration ICANN-UIT-UAT dans le cadre de la Coalition pour le numérique en Afrique Télécharger la contribution	Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur l'Internet (ICANN)
Initiative « Connecter une école » et révision des programmes d'études sur les TIC Télécharger la contribution	Autorité de régulation des communications du Malawi, Malawi
L'accès universel pour le développement socio-économique Télécharger la contribution	Autorité de régulation des communications de Namibie
Plan national pour les télécommunications d'urgence, protection en ligne des enfants et utilisation des TIC par les jeunes filles Télécharger la contribution	Ministère des technologies et des sciences, Zambie
Faire progresser l'IA, l'innovation, la cybersécurité et la connectivité universelle Télécharger la contribution	Autorité de régulation des postes et des télécommunications du Zimbabwe
Faire progresser l'inclusion numérique grâce à des solutions TIC dirigées par les jeunes au Soudan du Sud Télécharger la contribution	Émissaire pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect, Soudan du Sud
De la Connectivité à la Souveraineté Numérique : Bâtir un écosystème de confiance en Afrique centrale Télécharger la contribution	FGI Afrique Centrale
L'Internet pour tous d'ici à 2030 Télécharger la contribution	Autorité de régulation des communications du Mozambique - INCM, Mozambique